



Retrait des Ordonnances Macron, défense des droits des travailleurs et du service public,

Pour construire une riposte d'ampleur, Grève et manifestation le 19 octobre !

12/10/17

La grève du 10 octobre a entraîné un taux global de gréviste de 30% chez les fonctionnaires. Les cortèges des manifestations étaient fournis et des grévistes d'entreprises privées étaient également présents pour signifier que seule une lutte d'ensemble regroupant les salariés du public et du privé pouvait faire reculer le gouvernement.

Le gouvernement mène en parallèle des attaques contre les salariés du public (suppression de 120 000 postes, gel du point d'indice, jour de carence en cas de maladie) et contre les droits de l'ensemble des travailleurs au travers des Ordonnances qu'il veut faire valider par le Parlement en novembre.

Pour rappel, ces Ordonnances remettent en cause des droits des salariés dans quasiment tous les domaines régis par le code du travail. Voici un résumé des principales attaques :

- **facilitation et baisse du coût des licenciements** (plafond des indemnités prud'homales)
- **extension du dumping social au niveau des entreprises** (plus seulement du dumping social entre législations nationales mais des accords d'entreprise qui pourront revoir à la baisse les primes, les congés exceptionnels)
- **accroissement de la précarité** (possibilité d'augmenter la durée des CDD jusqu'à 5 ans par accord de branche ou celle d'introduire des CDI de chantier dans toutes les branches)
- **encouragement au chantage à l'emploi** (possibilité d'accords d'entreprise baissant les salaires ou augmentant le temps de travail sans nécessité de déclarer des difficultés financières).

Bref, un code du travail sur mesure pour les patrons et qui encourage le dumping social entre entreprises.

Nous mettons à disposition à la descente de la cantine un document complet montrant les évolutions du code du travail « avant / après les ordonnances », n'hésitez pas à vous servir.

Qui a dit ?

« L'assouplissement du marché du travail va de pair avec une inégalité croissante et l'enrichissement des 10% les plus aisés. La flexibilité du marché du travail bénéficie aux plus riches et réduit le pouvoir de négociation des travailleurs pauvres. »

Non, ce n'est pas un « extrémiste », « cynique » et « fainéant » désireux de « foutre le bordel » (comme doit le penser E. Macron, voir encadré au verso), mais une étude du FMI (Fonds Monétaire International, institution peu connue pour ses déclarations anticapitalistes...) datée de 2015 et qui pointait les risques de la tendance actuelle de remise en cause des droits des travailleurs dans plusieurs pays. Ce que cela démontre, c'est que les réformes actuelles n'ont pas pour objet de baisser le chômage mais d'augmenter les profits des grandes entreprises et les revenus des actionnaires les plus riches.

Au quotidien, nous vivons les conséquences des politiques patronales qui dégradent nos conditions de travail et de vie. Manque de moyens, précarité, gel des salaires, charge de travail : c'est la soif toujours plus grande de profits qui est la cause des situations concrètes que nous vivons. Par ses ordonnances, le gouvernement souhaite donner encore plus de moyens aux directions d'entreprise d'imposer leurs mauvais coups.

Pour y mettre un coup d'arrêt, il faut que les foyers de mécontentement apparus ces derniers mois s'étendent et convergent pour créer un mouvement d'ensemble. Salariés du public ou du privé, jeunes, chômeurs et retraités, nous sommes tous attaqués, il faut riposter tous ensemble !

Pour construire ce mouvement d'ensemble, une nouvelle mobilisation interprofessionnelle est prévue jeudi 19 octobre. La CGT-Lardy appelle les salariés du site, qu'ils soient Renault ou prestataires, à faire grève et à manifester jeudi prochain.

Jeudi 19 octobre

Grève et manifestation à Paris (après-midi)

Inscrivez-vous à la descente de la cantine ou par mail à cgt.lardy@renault.com

Vous pouvez vous mettre en grève toute la journée ou simplement l'après-midi ou le matin si vous êtes en équipe.

Face aux ouvriers licenciés, E. Macron dégage son mépris de classe

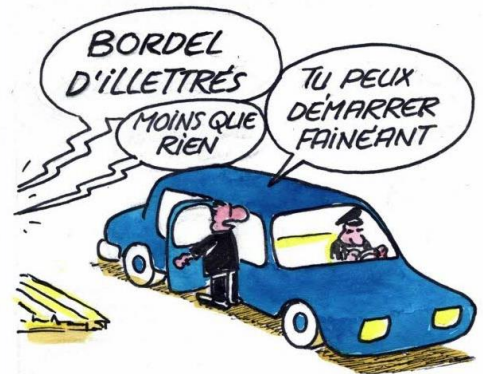
En visite dans une école d'apprentis de Corrèze, le président E. Macron a visiblement été indisposé que des ouvriers de l'usine de GM&S, soumis à un plan de licenciements drastique (150 licenciements sur les 277 salariés), osent troubler sa visite. En plus de les faire accueillir par des cordons de CRS et des gaz lacrymogènes, il s'est fendu d'une déclaration pleine de mépris devant une caméra de télévision : « Certains, au lieu de foutre le bordel, ils feraient mieux de regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes là-bas. ». Le « là-bas » correspondant à une fonderie voisine du centre d'apprentissage.

Mais le président n'avait probablement pas révisé sa géographie avant de venir car cette fonderie est située à 180 kilomètres (aller) de l'usine GM&S de la Souterraine, soit 4 heures de route aller-retour.

Heureusement, le ministre de l'Intérieur (mais visiblement pas de l'intérieur du pays), Gérard Collomb, est venu au secours d'E. Macron. Il a déclaré qu'il n'avait personnellement aucun problème pour faire régulièrement le trajet entre Lyon et Paris pour son travail... en TGV. Entre la Souterraine et Ussel, il faudrait quand même lui dire qu'il faut environ 3h30 en TER. Et qu'il n'y a qu'aux ministres et aux grands patrons qu'on rembourse le TGV pour un usage quotidien. Décidemment, c'est à celui qui sortira la tirade la plus déconnectée de la réalité.

La sortie (de route) présidentielle nous rappelle en tout cas furieusement la citation de Jacques Prévert : « quand les éboueurs font grève, les ordures sont indignés ».

UN NOUVEAU STYLE À L'ÉLYSÉE



Plan Renault 2017-2022 : Tout pour les synergies, profits et dividendes, Rien de rassurant pour les salariés !

C. Ghosn a annoncé vendredi dernier le plan 2017-2022 pour le groupe Renault (Renault, Dacia, Avtovaz, Alpine). C'est en fait une accélération des tendances imposées depuis plus de 10 ans : doubler le montant des synergies avec Nissan, accélérer le développement hors d'Europe (« hors d'Europe, doubler les ventes, tripler les bénéfices »), le low cost (qui représenterait quasiment la moitié des ventes mondiales du groupe en 2022) et l'électrique.

Pas de prévision de hausse des ventes en Europe mais hausse de la productivité et réduction du nombre de bases moteur Diesel : des menaces sur l'emploi ?

Le plan se base sur une hausse de 40% des ventes mondiales mais cette hausse se réaliserait uniquement hors d'Europe. En Europe même, les ventes Renault resteraient au niveau de 2016 avec 1,8 millions de véhicules par an. Dans le même temps, Renault confirme l'objectif de hausse de productivité dans les usines et vise 100 véhicules/an/ETP en 2022 contre 66 actuellement. Cela conduirait à la réduction d'un tiers des effectifs en production dans la période pour les usines alimentant le marché européen.

Dans l'ingénierie, il est bien sûr plus difficile d'anticiper les choix de la direction puisque les développements sur l'électrique, l'hybride et le véhicule autonome nécessitent d'importants investissements. A Lardy cependant, des inquiétudes se font jour dans certains secteurs amont travaillant sur le Diesel. Thierry Bolloré, directeur de la compétitivité, a en effet confirmé lors d'une conférence de presse la semaine dernière qu'il n'y aurait plus qu'une base moteur Diesel en 2022 au lieu de 3 aujourd'hui. Une question se posera donc rapidement : qu'en est-il de la reconversion des salariés qui travaillent sur ces motorisations ? Dans un contexte de doublement des synergies Renault-Nissan-Mitsubishi et avec l'annonce que l'ensemble des « composants électrifiés devront être communs dans l'Alliance », il serait très dangereux de nous satisfaire d'une confiance aveugle envers Carlos Ghosn. Si aujourd'hui, la charge de travail déborde en raison des nouvelles normes de dépollution, la direction doit donner des détails sur l'avenir des activités de Lardy.

Les actionnaires, eux, ne manquent pas de garanties !

Pour les actionnaires, les objectifs du plan ne comportent pas d'incertitudes : marge opérationnelle >7%, liquidités disponibles à 15 milliards d'euros,... Mais au détour de la présentation détaillée du plan, on apprend que le ratio des dividendes versés aux actionnaires sur le profit net va doubler en passant de 7% à 15% !

Le montant des dividendes versés frôlait le milliard d'euros l'an dernier (en comptant les dividendes versés au titre des participations de Renault dans Nissan et Daimler). Le montant serait donc encore plus faramineux dans les années à venir : la pression sur nos salaires et nos conditions de travail risque encore de s'accroître. Car, ces richesses que Ghosn promet de donner aux actionnaires, c'est nous qui les créons par notre travail. Pour réclamer notre dû, il faudra nous organiser collectivement pour revendiquer des hausses de salaires, des embauches et des moyens.